

Macron osera-t-il commémorer le 19 mars 1962?



Le 19 mars 2016, le président de la République, François Hollande, avait décidé, pour la première fois, de commémorer le 19 mars 1962 et les "Accords d'Evian".

Probablement que ce 19 mars 2022 sera commémoré également par Emmanuel Macron. Se prononcera-t-il dans la direction d'un Benjamin Stora, c'est-à-dire en repentance envers l'Algérie et « les crimes contre l'humanité de la colonisation », comme lors de ses débuts présidentiels ? Ou, comme le candidat à sa prochaine réélection, c'est-à-dire en reconnaissance de l'œuvre de la France et de la colonisation en Algérie, de la repentance concernant le sort réservé aux « Harkis » et le « pardon » de la France concernant « l'ignominie » de l'accueil réservé aux « Pieds Noirs », ce million de Français qui revenaient vers « leur Patrie » ?

A-t-il compris que le 19 mars 1962 ce n'était pas la fin de la guerre d'Algérie, que prétendre cela était un mensonge éhonté ? Nous l'espérons !

Les "Accords d'Evian" obligeaient la France à un "cessez le feu" en Algérie, mais autorisaient le FLN et l'ALN à enlever, assassiner, massacrer, à volonté, de jeunes soldats, des civils innocents et des harkis, alors que l'armée française avait l'obligation de rester l'arme au pied, sur ordre de De Gaulle.

*Ce même jour, 19 mars 1962, à Eckmul (Oran), 16 personnes, dont 3 femmes, étaient enfermées dans un hangar par l'ALN (Armée Nationale Populaire) avant de l'incendier. Elles sont toutes mortes carbonisées vivantes.

*Ce même jour, la gendarmerie d'Oran signalait que des dizaines d'européens étaient séquestrés, jusqu'à ce que mort s'ensuive, pour servir de donneurs de sang pour les combattants de l'ALN. On les retrouva la peau collée aux os et totalement vidés de leur sang.

Après ce 19 mars 1962, et je cite ces chiffres sous le contrôle de M. Eugène-Jean Duval, inspecteur général des armées et les "archives officielles" :

*91 actions de guerre de l'ALN et du FLN contre la France.

*Le 20 mars 1962, 18 soldats tués et 3 blessés.

*90 soldats français disparus.

*239 soldats français, fait prisonniers par l'ALN, qui ne sont jamais revenus.

*1580 civils européens disparus (dont des dizaines de femmes expédiées vers des bordels militaires de l'ALN).

Entre le 19 mars et le 5 juillet 1962, plus de 5000 enlèvements (officiellement 3093 Français et Européens)

*1165 civils assassinés.

*1773 disparus.

*Plus de 60.000 harkis et moghaznis, engagés aux côtés de l'Armée française, massacrés ainsi que des membres de leurs familles.

Interdiction, par le gouvernement français, à la Croix Rouge Internationale de s'y intéresser : télégramme (très secret) signé Louis Joxe et daté du 2 avril 1962 : "Je serais, pour ma part, hostile à une intervention quelconque de la Croix Rouge internationale dans tout ce qui concerne les arrestations et détentions d'européens".

*Après le 19 mars 1962, blocus de Bab-el-Oued. L'armée, l'aviation, les tanks, tirent sur les habitants.

*26 mars 1962, sur ordre de De Gaulle, confirmé par Christian Fouchet, Haut-commissaire en Algérie, l'armée française tire sur une population désarmée qui manifestait devant la Grande Poste de la rue d'Isly, à Alger : plus de 46 morts et 200 blessés.

(Voir mon livre « J'accuse De Gaulle »)

La France a reconnu officiellement des "morts pour la France", en Algérie, après le 19 mars 1962, c'est bien la preuve que les "Accords d'Evian" n'ont jamais marqués la fin de la guerre.

Un « Cessez le feu » implique l'interruption des combats entre deux belligérants et nécessite la reprise des combats si l'un des deux ne le respecte pas. Ce qui fut le cas !

Sous les ordres des généraux Ailleret et Katz, l'armée française a terminé cette guerre, gagnée totalement sur le terrain, dans le déshonneur le plus total.

Monsieur le président de la République et Messieurs les maires des villes et communes de France, dans lesquelles vivaient ces jeunes soldats et leurs familles, si vous célébrez cette date, ce prochain 19 mars 2022, gardez une minute de silence, afin

d'entendre tous ceux qui sont morts après le 19 mars 1962, vous hurler leur mépris et leur colère.

Le 19 mars 1962, le chef de l'Etat français et son gouvernement ont "signé" un crime contre l'humanité : Soixante années plus tard ne soyez pas leurs complices !

Manuel Gomez